

De notre envoyé spécial à la Guadeloupe

Un point pour les durs

Après cinq jours d'émeutes, les indépendantistes font leurs comptes.

Ils sont largement positifs

Un chapeau de paille sur la tête, un vieil homme tourne en rond, l'air groggy. Parfois il s'arrête, prend à témoin un interlocuteur imaginaire, lâche : « *Alors, ça, mon vieux, en quinze ans de lutte, c'est la première fois que je vois le colonialisme plier...* » Et il repart, les yeux dans le vague. Autour de lui, on danse sur les trottoirs, au milieu des éclats de verre et des gravats, dans la poussière lourde des pneumatiques calcinés. Tout à l'heure, dès l'annonce de la libération de Georges Faisans, les barrages ont disparu. En quelques minutes, une forêt de bras noirs a soulevé les carcasses des voitures incendiées, les poutres et les blocs de béton couchés en travers du sol. Et le carnaval a commencé, une libération par la fête, un immense soupir de soulagement après cinq jours sans sommeil sur les barrages.

« *Lajé Joj Faisans !* » (« Libérez Georges Faisans ! »). L'inscription couvre les murs de Pointe-à-Pitre. Quelques semaines plus tôt, ce nom était pratiquement inconnu des Guadeloupéens. Un militant indépendantiste M.P.G.I. (Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante), actif certes, volontiers provocateur, mais à l'audience confidentielle. Un coup de pied au cul a fait de lui la figure la plus célèbre de l'île et quelques magistrats ont bien failli le propulser au rang des « martyrs » de la cause indépendantiste. En son nom, une partie de la population est descendue dans la rue.

A l'origine : l'acte maladroit d'un enseignant de Boix-Ripaux. On ne botte pas les fesses d'un enfant antillais. C'est un geste tabou pour une mémoire collective encore à vif. Il rouvre les cicatrices de l'esclavage, des chiens, du fouet. Le Blanc a osé. Insupportable. Le sabre d'abattis à la main, Georges Faisans décide de faire justice et blesse sérieusement à la main le professeur. Inculpé, il irrite le juge, répond « *Oui, bwana* » (« Oui, patron ») au magistrat instructeur et s'affiche à l'audience la poitrine nue, barrée de slogans. Résultat : quatre ans de prison ferme pour une « affaire de machette » banale en Guadeloupe. En appel, la peine, grignotée, est ramenée à trois ans.

« *Verdict politique* », s'insurgent les avocats. Georges Faisans entame une grève de la

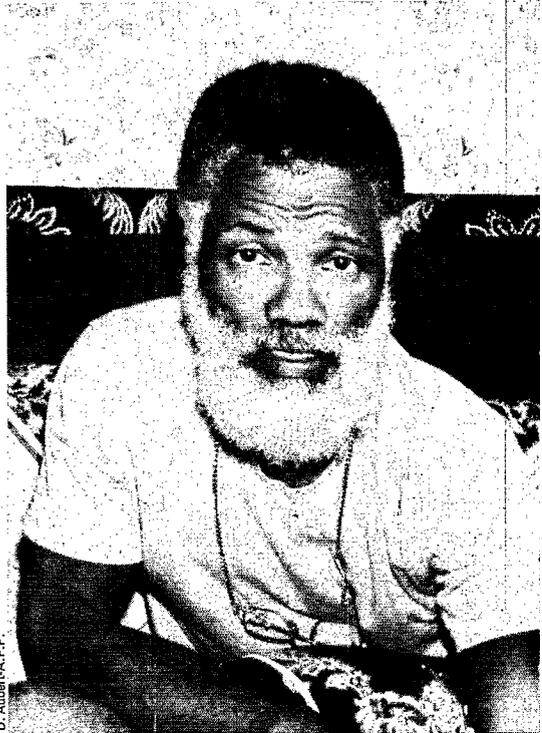
faim. Malgré l'avis du ministère public, le tribunal rejette une demande de mise en liberté. Les organisations indépendantistes mobilisent. Radio-Tambour et Radio-Unité martèlent son nom. Progressivement, toutes les organisations syndicales, religieuses et politiques prennent position en sa faveur. Même Lucette Michaux-Chevry, ancienne présidente du conseil général, demandera sa libération. Le processus est engagé.

Jusqu'alors, l'U.P.L.G. (Union pour la Libération de la Guadeloupe), la principale organisation indépendantiste, s'est contentée d'observer. Après tout, le militant emprisonné appartient à un parti concurrent. Maintenant, les responsables estiment que la situation est mûre pour une action de grande envergure : l'Opération Faisans. Momentanément, les divergences sont mises de côté. Un comité de coordination regroupant une mosaïque d'organisations définit la stratégie : grève générale et blocage physique de Pointe-à-Pitre ; éviter les affrontements avec les forces de l'ordre ; laisser dégager les barrages pour les reformer aussitôt, une fois les C.R.S. reparties ; les armes doivent être limitées au jet de pierres, de billes et de cocktails Molotov ; pas d'explosifs ni d'armes à feu ; l'action de masse ne doit pas dégénérer en action militaire. Un seul mot d'ordre : la libération de Georges Faisans ; le mot indépendance ne doit pas être prononcé.

La joie après la libération de Faisans



Alexis Duclos-Gamma



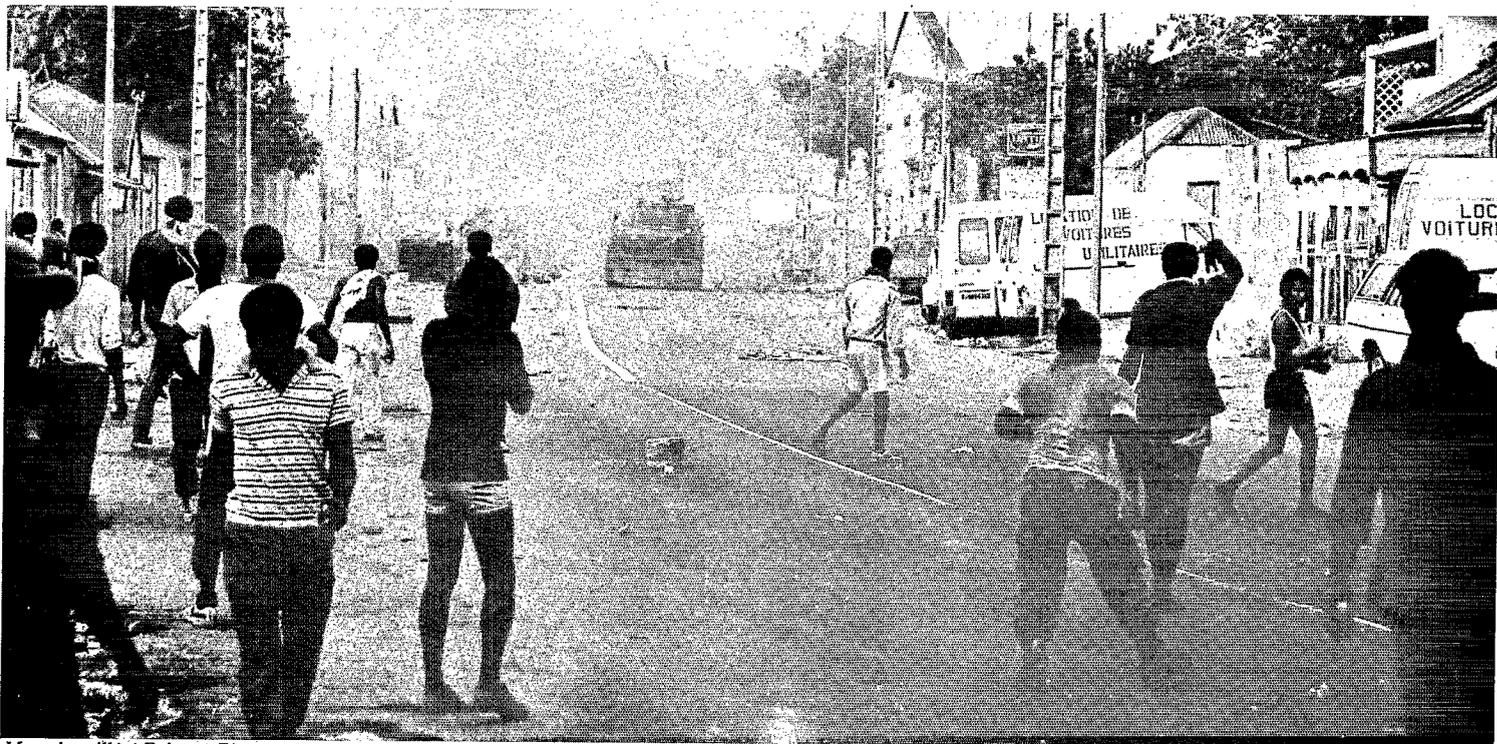
Georges Faisans

La stratégie se révèle si efficace que le préfet, Maurice Sabourin, interrompt brutalement ses vacances en métropole pour revenir sur l'île. Il découvre une ville paralysée et asphyxiée, en état de siège : pénurie d'essence, circulation impossible, magasins fermés... Pointe-à-Pitre, le dos à la mer, est isolée par des barrages disposés en arc de cercle sur les boulevards extérieurs. Une mutinerie à la maison d'arrêt a permis l'évasion de vingt-cinq détenus. Une armurerie, un centre commercial et un grand magasin ont été pillés. L'axe reliant les deux parties de l'île est coupé au pont de la Gabarre. « *On s'est déculottés face à une poignée de voyous par barrage, peste tout haut un Européen, dans la salle d'attente de la sous-préfecture. Pour en finir, il suffisait de leur voler dans les plumes !* »

En finir ? Dès la première journée, les forces de l'ordre ont lâché sur les manifestants mille sept cents grenades lacrymogènes. « *De toute façon, une répression massive aurait déclenché un cycle de violence comparable aux événements de 1967* », explique le préfet. A l'époque, les affrontements avaient fait au moins cinquante morts. Personne ici n'a oublié ce bain de sang. Il hante encore les souvenirs des responsables indépendantistes.

Sur le terrain, la partie devient à haut risque. Après les pillages, des coups de fusil sont tirés vers les forces de l'ordre. L'hélicoptère de la gendarmerie, touché par une balle, doit se poser en catastrophe. Les militants s'efforcent de contenir les débordements. « *A notre*

à Pointe-à-Pitre



Magasins pillés à Pointe-à-Pitre

grande surprise, les gens sont descendus dans la rue et sont restés sur les barrages, reconnaît Rosan Mounien, l'homme fort de l'U.P.L.G. Avec la population, notre marge de manœuvre est devenue beaucoup plus étroite. La plupart des manifestants ne sont pas indépendantistes, mais l'affaire Faisans les a mobilisés et l'arrivée des C.R.S. au cœur des quartiers populaires a fait le reste. »

Noyés dans la foule, voyous et truands cherchent à exploiter la situation. A quelques centaines de mètres du centre-ville, le bidonville de Boissart est un magma explosif. Près de trois mille Dominicains, Haïtiens et Guadeloupéens s'y entassent dans de sordides cases en tôle posées sur un ancien marécage. La police n'a pas pénétré dans le ghetto depuis au moins deux mois. Les militants indépendantistes eux-mêmes y entrent sur la pointe des pieds. Près d'un pylône sous tension, un barrage de fils de fer et de câbles coupe le chemin. Les habitants se préparent à électrifier le système. Un peu plus loin, les terroristes de l'A.R.C. (Alliance révolutionnaire caraïbe) ont enfoui trois kilos d'explosif sous un autre barrage. Chaque fois les discussions seront très dures. On comprend le soulagement des responsables de l'U.P.L.G. quand la radio annonce, lundi, la libération de Georges Faisans. Pourtant, si les juges avaient dit non, le comité était décidé à bloquer l'ensemble de l'île. L'escalade.

« Mais, pour être réussie, l'opération Faisans devait être limitée, explique un leader indépendantiste. Nous n'avons pas les moyens

L'opération est un galop d'essai vers l'indépendance

de gérer une insurrection généralisée. » Pointe-à-Pitre n'est pas Nouméa. Les Kanaks ont bloqué les routes de Nouvelle-Calédonie pour engager un processus irréversible vers l'indépendance. Dans les tribus, l'idée avait fait son chemin. Quand Eloi Machoro a brisé les urnes à coups de hache, il savait qu'il s'engageait dans un combat sans retour. Rien de tout cela en Guadeloupe.

Reste que l'opération Faisans s'inscrit dans une longue marche vers l'indépendance. Aujourd'hui, l'U.P.L.G. fait ses comptes. Plusieurs jours de mobilisation spectaculaire ont permis de faire descendre dans la rue une population non politisée. Les jeunes se sont trouvés face aux C.R.S. : ils ne l'oublieront pas. Pour la première fois les militants des différentes organisations se sont retrouvés côte à côte dans l'action ; le terrain a permis d'unifier les forces indépendantistes. L'U.P.L.G. a joué à fond cette carte de l'unité pour mieux démontrer qu'elle est la seule force capable d'un accès éventuel au pouvoir. En imposant l'action de masse, elle a également porté un mauvais coup aux terroristes de l'A.R.C., partisans de l'ac-

tion militaire. Enfin l'électrochoc entend mettre en évidence « la fragilité économique, politique et policière du système colonial français en Guadeloupe ».

L'opération est un galop d'essai vers l'indépendance. Elle s'inscrit dans une dynamique de rupture par étapes. Si les scores électoraux des indépendantistes restent dérisoires, leur travail souterrain commence à porter ses fruits. « Depuis deux ans la situation s'est dégradée. Il existe maintenant un phénomène d'imprégnation indépendantiste en Guadeloupe », reconnaît le préfet.

Ecœurés par le vide politique local, sceptiques devant l'action gouvernementale, certains Guadeloupéens regardent maintenant du côté des frères nationalistes. « J'ai été président de la L.I.C.R.A. et membre du Parti socialiste. Je croyais à la possibilité d'une troisième force. J'ai tout quitté pour rejoindre mon camp, celui des indépendantistes, face à l'Etat, explique un avocat de Pointe-à-Pitre. La France doit inventer un modèle pour faire disparaître ce rapport métropole-colonie. Il y a urgence. Le climat conflictuel actuel ne peut que conduire à la rupture. »

Urgence ? Déjà les indépendantistes se préparent à d'autres affrontements politiques, « musclés s'il le faut ». Entre les actions préparées et les opportunités à saisir, comme l'affaire Faisans, le terrain leur paraît propice à d'autres galops d'essai. Après tout, l'île a démontré qu'elle était à la merci d'un simple coup de pied au cül.

JEAN-PAUL MARI ●